

## Comment l'Espagne est devenue l'un des pays les plus féministes d'Europe

**Consentement sexuel, congé menstruel, congé paternité, féminicides... En Espagne, des lois de plus en plus radicales sont proposées contre les violences faites aux femmes. De quoi placer le pays à l'avant-garde en Europe.**

En Espagne, les propositions de lois en faveur des femmes s'enchaînent et se ressemblent. Comme par exemple le 26 mai dernier, la loi sur le consentement « Solo si es si » (« Seul un oui est un oui » en français), qui a été proposée au Parlement : « Tout acte sexuel n'ayant pas été approuvé, demandé, désiré de manière claire et libre sera considéré comme une agression, voire comme un viol ».

Quelques semaines auparavant, le Conseil des ministres espagnol avait validé un avant-projet de loi qui permet aux femmes dont les règles sont douloureuses de prendre un congé menstruel, sous condition d'en être autorisées par leur médecin. « Nous allons être le premier pays d'Europe à instaurer un arrêt maladie temporaire financé intégralement par l'État pour des règles douloureuses et invalidantes », s'est réjouie Irene Montero, ministre de l'Égalité. En janvier 2021, la durée du congé paternité a aussi été rallongée pour atteindre une durée maximale de 16 semaines, soit aussi longtemps que le congé maternité espagnol. À l'échelle de l'Europe, le pays se place juste derrière les pays nordiques, champions du congé paternité

« On parle même de féminisme d'Etat »

Si ces initiatives s'enchaînent depuis quelques années, c'est grâce à Irene Montero. Cette jeune femme de 34 ans a été nommée en janvier 2020 ministre de l'égalité dans le deuxième gouvernement de Pablo Sanchez, formé par une coalition entre le PSOE (Parti socialiste) et Unidas Podemos (« Unies, nous pouvons » en Français, qui rassemble trois partis de gauche, dont celui dont elle fait partie, Podemos).

La ministre de l'égalité est connue pour prendre nombre d'initiatives radicales. Ces avancées législatives sont liées à la « relation de proximité institutionnelle entre le PSOE [parti socialiste, NDLR.] et le mouvement féministe », d'après Laura Morales, professeure des Universités en Politique comparée à Sciences Po. Ce lien s'est tissé après le soulèvement féministe qui a suivi la fin du franquisme, et suite à la formation du gouvernement du socialiste Felipe Gonzalez en 1982 c'est cette année-là que les femmes espagnoles ont obtenu le droit de divorcer. María Elisa Alonso, maître de conférences en espagnol à l'université de Lorraine, cite aussi la libération sexuelle des années 80 et le mouvement culturel de la Movida, dont un des chefs de file est Pablo Almodovar, comme des déclencheurs de cet éveil féministe au sein de la société espagnole.

Les militantes féministes et la gauche espagnole collaborent donc depuis plus de quarante ans, et la droite n'a pas invalidé leurs initiatives lorsqu'elle a accédé au pouvoir. Et même si des personnalités de droite voulaient abroger ces lois, leurs partis n'adhèreraient pas à leur démarche. Laura Morales estime que les députés du Partido popular, principal parti de droite « ne sont pas tous à l'unanimité dans ces positionnements, du point de vue moral ». Cela pourrait être expliqué par le nombre de femmes qui peuplent les rangs politiques au-delà des Pyrénées : l'Espagne est le pays de l'UE qui compte le plus de femmes dans son gouvernement données de la Fondation Robert Schuman, 23 mai 2022.

La professeure de Sciences Po fait toutefois état d'une certaine régression pendant les gouvernements du PP. Le droit à la PMA, a par exemple été limité en 2014 par le celui de Mariano Rajoy (PP), avant d'être rétabli pour les femmes célibataires et lesbiennes, et étendu aux personnes transgenres « en capacité de gestation », en novembre dernier. En France, le projet de loi de bioéthique a été adopté en juin 2021, et ouvre le droit à la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires, mais les délais d'attente sont longs et l'Espagne reste un eldorado pour les Françaises.

Baisse des féminicides de 24% en moins de vingt ans

Les forces politiques monteraient au créneau en cas de recul concernant les droits des femmes, mais surtout la société espagnole en général. Car ces lois progressistes tiennent leur origine dans le militantisme, et les mouvements populaires. Le meurtre d'Ana Orantes, qui avait suscité une vive émotion populaire et fait descendre des milliers de personnes dans les rues, en est un exemple. Cette femme de 60 ans a témoigné des violences qu'elle subissait des mains de son mari à la télévision en 1997, et s'est faite brûler vive par ce dernier deux semaines plus tard. En réaction, le PP a lancé un plan d'action contre les violences domestiques. Puis en 2004, le gouvernement socialiste a créé la Loi organique de mesures de protection intégrale contre la violence de genre. 106 tribunaux spécialisés ont été créés, les délais d'instruction des dossiers de violences conjugales n'y excèdent pas quinze jours.

Depuis 2007, les conjoints accusés de violences peuvent aussi être sommés de porter un bracelet électronique anti-rapprochement. En France, 3 000 ordonnances de protections ont été délivrées à des conjoints violents en 2020, contre 25 000 en Espagne. La loi a évolué en janvier dernier pour recenser cinq types de féminicides : conjugal, familial, sexuel, social ou « par procuration » (assassinat d'une personne pour nuire à une femme). Elle porte ses fruits puisque le nombre de féminicides a baissé de 24% entre 2004 et 2022, et l'Espagne était le troisième pays dans lequel on comptait le moins de féminicides en 2020, derrière la Slovénie et l'Italie, d'après Eurostat. Les politiques et les médias espagnols continuent de sensibiliser sur cette question. « C'est vraiment toujours à la Une de la presse et de l'opinion publique », selon María Elisa Alonso.

L'Espagne ne devrait pas se reposer sur ses acquis pour autant, et ces lois doivent encore « évoluer », d'après María Elisa Alonso. Récemment, l'affaire de « La Manada » (ou la meute) a prouvé qu'elles étaient perfectibles. Cinq hommes, dont un gendarme et un militaire, ont été condamnés à huit ans de prison pour le viol collectif d'une jeune fille en 2018, car le juge a estimé que les faits étaient des « abus sexuels » et non un viol. Un an plus tard, ils ont finalement été condamnés à 15 ans de prison, après une vaste mobilisation populaire. La définition de viol a ensuite été revue dans le code pénal afin de qualifier toute relation sexuelle non consentie, et le harcèlement de rue est devenu un délit.

Si les forces politiques actuelles ne font pas craindre la perte de ces acquis, la montée du parti d'extrême droite Vox pourrait les menacer, d'après les deux expertes. Le changement des mentalités chez les jeunes Espagnols suscite aussi des craintes. « Depuis 2020, il y a eu une augmentation des dénonciations d'abus sexuels entre adolescents de 70% », déplore María Elisa Alonso. D'après une étude parue en septembre 2021, 20% des jeunes hommes « nient que la violence de genre existe aujourd'hui, et croient que c'est une invention idéologique ». Ils étaient 12% en 2019.